

# COPENHAGUE

## UN SOMMET DÉCISIF POUR L'HUMANITÉ

**2 °C de hausse de température : tel est l'objectif à ne pas dépasser pour que la planète reste vivable. Les 192 pays réunis dans la capitale danoise arriveront-ils à se mettre d'accord pour limiter leurs émissions de gaz à effet de serre ? Décryptage et tour du monde des initiatives en cinq étapes.**

### Notre tour du monde des initiatives

- 34 Brésil** Les flics verts veillent sur la forêt amazonienne.
- 36 Chine** Les fixeurs du désert luttent pour survivre.
- 38 États-Unis** La ville de Detroit roule pour l'écologie.
- 40 Égypte** Les chiffonniers du Caire se convertissent au biogaz.
- 59 Danemark** Sur l'île de Samsøe l'énergie est dans le vent.

SACRIFIÉ PAR L'HOMME ?  
L'Union internationale pour la conservation de la nature prévoit que les deux tiers des 20 000 à 25 000 ours polaires risquent de disparaître d'ici à 2050, du fait du réchauffement planétaire.

DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Hommes et bêtes subissent les inondations qui frappent Jeram Perdas, un village du nord de la Malaisie, ce 8 novembre 2009, au début de la mousson. Des experts attribuent leur fréquence au réchauffement climatique et au dérèglement du courant marin El Niño. Cette année, 16 000 Malaisiens se sont retrouvés sans abri.



« La réunion diplomatique la plus importante du monde depuis Yalta et Versailles. » Les journalistes du *Mother Jones*, un bimestriel américain connu pour ses engagements écologistes, n'y vont pas par quatre chemins. Pour eux, « l'avenir de l'humanité dépend des 12 jours de la 15<sup>e</sup> conférence des Nations unies sur les changements climatiques », qui s'ouvre à Copenhague ce lundi 7 décembre. Et la présence annoncée de près de 90 chefs d'État et de gouvernement dans la capitale danoise semble leur donner raison. Car l'enjeu est de taille : « Si on ne parvient pas à limiter la hausse des températures, avertit le *Mother Jones*, les conséquences s'étendront sur des dizaines de milliers d'années et toucheront des générations qu'on n'imagine même pas encore. »

**Exagération de journalistes trop militants ?** Catastrophisme excessif propre à énerver les sceptiques du réchauffement ? Pas vraiment, si l'on en croit le dernier rapport, rendu public le 24 novembre, par un groupe de 24 climatologues de l'Institut de Potsdam (Allemagne), un des plus réputés du monde. « La température moyenne de l'air devrait se réchauffer entre 2 et 7 °C en 2100 par rapport à la période préindustrielle », estiment-ils. Il s'agit d'une synthèse de tous les travaux scientifiques sur le changement climatique parus depuis le 4<sup>e</sup> rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (Giec, 2007) mis en place par l'Onu. Et leurs données sonnent comme un dernier avertissement pour les représentants des 192 pays réunis dans la capitale danoise.

**Tous les clignotants sont, d'après eux, au rouge.** Les émissions de CO<sub>2</sub> ? « + 40 % entre 1990 et 2008. » La hausse des températures ? « + 0,19 °C par dizaine d'années depuis le dernier quart de siècle. » La fonte de la banquise ? « 40 % plus rapide que ce que le Giec avait prédit. » La montée du niveau des mers ? « 3,4 mm par an durant les 15 dernières années, supérieure de 80 % aux dernières prévisions du Giec. » Selon Jean Jouzel, le climatologue français le plus connu pour ses travaux sur la calotte glaciaire, à la

►► fois membre du Giec et médaille d'or du CNRS en 2002, « *le plus inquiétant étant cette prévision d'une hausse de température supérieure à 2 °C* ». Pourquoi ? « *En dessous de 2 °C de réchauffement, nos sociétés peuvent réussir à s'adapter*, confie-t-il à *La Vie*. *Au-delà, ce sera beaucoup plus compliqué, même si mon vieux fond optimiste m'empêche de prononcer le mot "impossible"...* »

**Contenir le réchauffement climatique à 2 °C : c'est l'objectif affiché** de la conférence de Copenhague. Plus facile à dire qu'à faire. Car, même pour atteindre cet objectif « modeste », les experts scientifiques affirment qu'il faut non seulement que les pays industrialisés s'engagent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de -25 à -40 % d'ici à 2020, puis de -80 à -95 % d'ici à 2050, mais aussi que les pays émergents (Chine, Brésil, Inde, etc.) participent, dans une moindre mesure, au même mouvement. Autant



CHRISTOPHER FURLONG / GETTY IMAGES / AFP

## De Rio à Copenhague

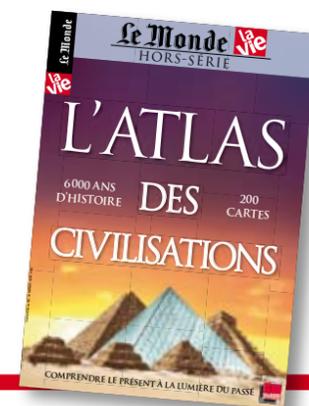
- 1992** Sommet de la Terre à Rio où l'Onu adopte comme priorité la lutte contre le changement climatique.
- 1997** Signature du protocole de Kyoto (Japon) avec un engagement des 38 pays les plus industrialisés à réduire de 5,2 % leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2012.
- 2005** Ratification du protocole de Kyoto (sauf par les États-Unis).
- 2007** Prix Nobel de la paix décerné à Al Gore et aux experts scientifiques du Giec.
- 2009** Ouverture de la conférence de Copenhague (7 au 18 décembre), qui doit négocier la suite du protocole de Kyoto pour 2012.

Pour le moment, on est loin du compte. Même l'Europe, qui se veut la tête de file de la négociation à Copenhague, affiche un objectif de -20 %, « -30 % en cas d'accord international ambitieux ». Et, surtout, jusqu'à une date récente, les États-Unis et la Chine, les deux plus gros pays pollueurs de la planète, se refusaient à toute proposition chiffrée. Coup sur coup, Barack Obama et Hu Jintao viennent d'afficher des objectifs de réduction de CO<sub>2</sub> en apparence conséquents. Ainsi, le président américain, qui a annoncé sa venue à Copenhague le 9 décembre, propose que son pays réduise de 17 % ses gaz à effet de serre d'ici à 2020 et de -83 % d'ici à 2050. Génial ! Sauf que... l'année de référence n'est pas 1990 – comme pour l'ensemble de la communauté internationale depuis l'adoption du protocole de Kyoto – mais... 2005 ! Ce qui diminue l'effort de réduction américain de moitié au moins ! Même astuce chez les dirigeants chinois, qui se sont engagés sur une baisse de leur « intensité carbonique » (émissions polluantes par unité de PIB) de -40 à -45 % d'ici à 2020, mais toujours par rapport à 2005... Sans parler de l'Inde, autre pays émergent, qui, elle, n'a rien annoncé.

**Derrière ces discussions de marchand de tapis** se cache, en effet, un enjeu de justice entre pays industrialisés, émergents et... pauvres. « *Copenhague, c'est avant tout une négociation Nord-Sud* », rappelle

## TROIS HORS-SÉRIES INDISPENSABLES

- **L'Atlas des civilisations** coédité par *La Vie* et *Le Monde*, avec notamment une carte des 16 lieux de la prise de conscience écologique planétaire. 186 pages (12 €). Voir page 67.
- **Climat : pourquoi la planète sera (peut-être) sauvée**, un numéro spécial de *Courrier International* (5 €).
- **Bilan Planète 2009 du Monde** avec un CD-Rom de 50 cartes sur un monde durable, réalisées avec les éditions Autrement (9,85 €). ●



ainsi Pierre Radanne, président de l'association 4D (Dossiers et débats pour le développement durable) et conseiller pour de nombreux pays africains pour les négociations climatiques. « *On ne peut avoir un accord sur l'environnement sans prendre en compte les problèmes des pays en développement. Aujourd'hui, 2 milliards d'habitants n'ont pas accès à l'eau potable. Il ne faut pas les oublier.* » D'où la proposition française, portée par Jean-Louis Borloo, ministre de l'Écologie, d'un plan « Justice-climat » pour les pays les plus vulnérables. Qui prévoit d'aider le développement des énergies renouvelables dans les pays pauvres du Sud à la fois par des financements et des transferts de technologies du Nord. Mais, là aussi, la France – malgré l'affichage très médiatique d'un

accord Lula-Sarkozy – n'a pas voulu, pour le moment, chiffrer trop précisément ce soutien financier.

**Le Sommet de Copenhague est-il pour autant voué à l'échec ?** Pas forcément. D'abord, parce que des réalisations concrètes existent déjà sur le terrain, comme le montre notre dossier avec ses reportages dans la forêt amazonienne, le désert chinois, les friches industrielles de Detroit, les îles venteuses du Danemark ou encore les bidonvilles du Caire. Ensuite, parce que les derniers jours ont montré qu'une dynamique de négociation, notamment entre les États-Unis et la Chine, pouvait s'enclencher. Notamment sous la pression des opinions publiques. Des centaines d'ONG et des milliers de militants écologistes seront ainsi présents à Copenhague

pour « *un contre-Sommet* ». La pétition Urgence climatique, rassemblant aussi bien Greenpeace, le Secours catholique qu'Action contre la faim, a déjà été signée par un demi-million de personnes en France et des millions d'autres en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Le Conseil œcuménique des Églises a, lui aussi, appelé l'ensemble des croyants « *à faire sonner les cloches* » le dimanche 13 décembre. Une forme de tocsin planétaire à la mesure de ces chiffres simples qu'il faudra avoir en tête durant ces 12 jours de négociations. Selon le Forum humanitaire mondial, présidé par Kofi Annan, l'ancien secrétaire général des Nations unies, « *le réchauffement climatique (inondations, sécheresse, malnutrition, propagation des maladies) est déjà la cause de 300 000 décès par an* ». Sans parler des 250 millions de réfugiés climatiques que l'Onu prédit à l'horizon 2050. On voit qu'à Copenhague il ne s'agira pas que de sauver les ours blancs... ●

OLIVIER NOUAILLAS ►►

## Coup sur coup, Barack Obama et Hu Jintao viennent d'afficher des objectifs de réduction de CO<sub>2</sub>

dire une révolution complète et mondiale de nos modes de production et de vie. Ce que les écologistes appellent « une économie décarbonisée », où les énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz) seront remplacées par les énergies renouvelables (éolien, solaire, géothermie) et où la déforestation sera stoppée.

## Hervé Le Treut « Partager les ressources va nous demander des efforts dont nous n'imaginons pas l'ampleur »

Il se méfie à la fois du catastrophisme « *peu étayé et parfois démobilisateur* », et des sceptiques « *qui minorent la part des risques qui ne sont pas encore complètement démontrés, mais sont trop importants pour être minorés* ». Autant dire qu'en optant pour « *une voie médiane* » dans son dernier livre *Nouveau Climat sur la terre : comprendre, prédire, réagir* (Flammarion, 21 €), le climatologue français Hervé Le Treut n'a pas choisi le plus facile. Dans son modeste

bureau de l'Institut Pierre-Simon-Laplace, qu'il dirige, à l'intérieur de l'université de Jussieu, il revendique sa liberté : « *J'ai travaillé pour le Giec, mais contrairement à ce que disent ses détracteurs, ce n'est pas un parti unique. Ce n'est que la poursuite du travail, avec des modèles informatiques, mené depuis 1873 par l'Organisation météorologique internationale.* » Certes, reconnaît-il, « *le climat change depuis la nuit des temps – il n'est qu'à lire l'excellent ouvrage*



DIDIER PRUVOT / FLAMMARION

d'Emmanuel Le Roy Ladurie, Histoire du climat depuis l'an mil, mais ce qu'on attend est beaucoup plus fort et rapide que tout ce qu'on a connu auparavant ». Pour Hervé Le Treut, il n'y a pas « *de raison d'opposer les variations naturelles, comme celles dues à l'activité solaire, à celles dues à l'augmentation exponentielle des émissions de gaz à effet de serre* ». Pour lui, c'est précisément « *cette juxtaposition* » qui est inquiétante. « *Et nier la part*

*des activités humaines dans ce réchauffement est une politique de l'autruche qui se confond avec une foi aveugle dans le progrès technique.* »

**Son inquiétude est autre :** « *Comment allons-nous faire face aux changements qui nous attendent de façon pacifique ? Car ce qui se joue à Copenhague et dans les années qui suivront, c'est la capacité de la communauté internationale à partager les ressources de la planète. Il faut le faire avec nos*

*valeurs démocratiques mais en sachant que cela va nous demander des efforts dont nous n'imaginons pas encore l'ampleur.* » D'ailleurs, il se rendra à Copenhague pendant la seconde semaine du Sommet. « *Je n'attends pas un accord miracle qui réglerait tous les problèmes. Mais, déjà, si les États-Unis et la Chine s'engagent sur des objectifs chiffrés, ce sera une première étape à partir de laquelle il faudra prévoir des mécanismes d'approfondissement et de contrôles.* » ●

O.N.



# INITIATIVES

**BRÉSIL** Pour lutter contre la déforestation illégale, le gouvernement a mis sur pied une brigade spéciale de policiers.

## LES FLICS VERTS VEILLENT SUR LA FORÊT AMAZONIENNE

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL DANS L'ÉTAT DU PARÁ

■ Forêt nationale de Caxiuaña, 5h 45 du matin. Paulo Fabricio Vieira de França compare une dernière fois le relevé satellitaire et les informations de son GSM. « *Pas de doute*, indique à voix basse ce responsable des opérations de contrôle et de fiscalisation de l'Institut brésilien de l'environnement, chargé de la surveillance de la forêt amazonienne (Ibama), *le site de déboisement clandestin se trouve droit devant nous, à 500 m environ.* » À ses côtés, 14 policiers fédéraux, gilet pare-balles et arme au poing, se mettent en formation, précédant les 16 agents de l'Ibama, eux aussi armés. Après 15 minutes de marche sous la frondaison, le groupe déboule dans une clairière grande comme un stade de foot. Sur la droite, à côté d'un tracteur et d'un bulldozer, une dizaine de troncs d'un mètre de diamètre et d'une vingtaine de mètres de long sont

### « D'après la Constitution, couper du bois ici est un crime environnemental »

alignés sur le sol. À gauche, devant une baraque, six hommes se restauraient autour d'un feu. « *Opération de contrôle de l'Ibama !* lance Paulo Fabricio. *Ne bougez pas. Vous êtes sur une unité de conservation. Et, d'après la Constitution, couper du bois ici est un crime environnemental.* »

**Bienvenue dans l'État du Pará, au cœur de l'Amazonie.** Un État grand comme la France, « champion » brésilien de la déforestation puisqu'il a perdu, entre août 2007 et juillet 2008, 5 425 km<sup>2</sup> de forêts primaires, sur les 8 147 km<sup>2</sup> déboisés dans toute l'Amazonie. Sur ce territoire, la moitié des forêts est entre les mains de grands propriétaires, traçant des routes illégales et détruisant le couvert végétal pour en extraire les bois nobles, avant

### Promesses et chiffres

■ **Taux de CO<sub>2</sub>.** Le Brésil est le 4<sup>e</sup> émetteur mondial de gaz à effet de serre (GES) et 75 % de ces émissions sont dues à la déforestation et au brûlis de la forêt amazonienne.

■ **Protocole de Kyoto.** Par son statut de pays en voie de développement, le Brésil n'a aucune contrainte sur ses émissions de GES.

■ **Position à Copenhague.** Le gouvernement va s'engager à réduire de 36,1 % à 38,9 % ses émissions de GES par rapport au niveau prévu en 2020, soit une baisse de 23 % par rapport à 2005, en faisant baisser de 80 % le taux de déforestation.

de se consacrer à la culture du soja ou à l'élevage. Pour mettre un terme à ce saccage et sous la pression de la communauté internationale, attachée à défendre « *le poumon vert* » de la planète, l'État brésilien a créé, ces vingt dernières années, plusieurs structures, dont l'Ibama. Son rôle ? Empêcher, entre autres, le développement des exploitations de bois clandestines et, si possible, prendre en flagrant délit des forestiers illégaux.

« **Les opérations "commando" que nous menons ont un triple objectif,** explique Alessandro de Souza Queiroz, coordinateur des opérations menées par l'Ibama pour le Pará. *D'une part, il s'agit de mettre un terme au déboisement illégal en punissant par des amendes ou de l'emprisonnement les coupables. D'autre part, nous cherchons à enrayer durablement l'extraction et le transport illégal de bois en confisquant les outils (véhicules, tronçonneuses...). Enfin, nous plaçons systématiquement sous embargo les terres concernées par l'exploitation illégale, en attendant que la justice en détermine le ou les vrais propriétaires.* » Résultat, entre août 2008 et juillet 2009, l'Ibama

a relevé plus de 6 500 infractions sur l'ensemble du pays et dressé pour plus de 1 milliard d'euros de procès-verbaux pour « *crimes contre l'environnement* ». Ces opérations ont permis de bloquer 500 000 hectares de terres et de confisquer 231 000 m<sup>3</sup> de bois et plus de 400 tracteurs, camions et bulldozers. Un butin de guerre largement médiatisé et présenté comme la garantie de la détermination du Brésil à lutter contre le fléau. Sauf que la réalité est un peu différente.

**Pour s'en convaincre, il suffit d'entrer dans le bureau de Roberto Scarpari,** chef de l'Ibama d'Altamira, la plus vaste commune du monde (160 000 km<sup>2</sup>), située dans le sud du Pará. Sur la table s'empilent des dizaines de « *dossiers en instance* ». Roberto Scarpari pointe les limites de son action. « *Altamira est un condensé de ce qui se passe dans la forêt amazonienne. Les forestiers y extraient du bois en toute illégalité sur des terres qui appartiennent parfois à l'État ou à des communautés installées grâce à la réforme agraire. On les appelle les "grileiros". Globalement, nous savons qui ils sont, où et comment ils opèrent. Sauf que nous n'avons pas les moyens de faire notre travail.* » Il ne peut en effet compter que sur... quatre agents de fiscalisation pour l'accompagner sur le terrain. « *Pour des opérations de grande ampleur, nous demandons des renforts à Belém, mais c'est largement insuffisant.* » Et que, pour l'ensemble de l'État du Pará, l'Ibama compte seulement une centaine d'agents.

**Le combat est d'autant plus ardu** que Roberto Scarpari doit faire face à un système très performant de blanchiment de bois illégal (ici, on parle de « *chauffer* » le bois). « *Les entreprises doivent posséder un plan de gestion forestière délivré par les autorités, leur* »



Pour cultiver du soja, qui engraisse le bétail européen, ou faire de l'élevage, la forêt est tout simplement brûlée... Une aberration écologique.



Sur les 11 millions de mètres cubes de bois extraits chaque année au Brésil, 90 % le seraient de manière illégale ou clandestine.

►► indiquant quelles essences et quels volumes ils peuvent retirer dans une période donnée. » Mais la corruption change la donne, car des entreprises fictives sont créées et reçoivent les précieux plans de gestion. Grâce à ces documents, les forestiers retirent alors illégalement du bois de zones protégées et s'empressent de le transporter vers des scieries, rendant très difficile son identification. « *Le démantèlement*

« **En 21 ans, le taux de déforestation a baissé de 45 %** », a exulté le nouveau ministre

de ces entreprises fictives est le second axe de notre travail, assure Alessandro de Souza Queiroz. Rien que pour les deux premiers mois de 2009, nous en avons identifié 50. » Des résultats encourageants pour les défenseurs de la forêt, mais qui font enrager les professionnels de la filière bois.

« *L'opération Arc de feu, destinée à combattre le déboisement illégal, a déjà provoqué en un an la fermeture de 22 scieries à Altamira*, fulmine Lucio Costa, président du syndicat des scieries arrivé à Altamira dans les années 1970, incité par le gouvernement militaire à « conquérir » l'Amazonie. *Et la situation empire, car les gens n'ont pas d'autres moyens pour survivre.* » Pour le plus grand bénéfice des forestiers qui peuvent compter désormais sur une main-d'œuvre très bon marché. « *Les personnes que nous avons interpellées à Caxiuana ont ce profil*, confirme Paulo Fabricio Vieira de França. *Les gros poissons, eux, ne viennent jamais en forêt !* » De quoi relativiser les chiffres annoncés le 12 novembre, en présence du président Lula, par Carlos Minc, le successeur de Marina Silva au ministère de l'Environnement. « *En 21 ans, le taux de déforestation a baissé de 45 %*, a-t-il exulté, *atteignant un plancher record de 7000 km<sup>2</sup>, entre août 2008 et juillet 2009.* » Des chiffres bienvenus à quelques jours de Copenhague. Mais que des spécialistes attribuent au moins autant à la baisse de la demande mondiale de bois qu'aux efforts – réels – de l'Ibama pour traquer ceux qui exploitent illégalement la forêt. ●

JEAN-CLAUDE GEREZ



JORDAN FOLLE POUR LA VIE



Les paysans de Min Qin dressent des remparts de paille. Meilleur moyen de lutte contre les vents violents qui, en quelques heures, peuvent recouvrir de sable des terres arables.

**CHINE** Dans l'oasis de Min Qin, asséchée par l'agriculture intensive, les paysans font un rempart contre le sable.

## LES FIXEURS DU DÉSERT LUTTENT POUR SURVIVRE

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL DANS LA PROVINCE DU GANSU

■ Emmittouffés dans des parkas militaires, le visage protégé par un foulard ou une cagoule, des hommes et des femmes s'échinent en silence depuis les premières lueurs du soleil. Ce sont les courageux paysans de Min Qin qui, pour une poignée de yuans, dressent de mystérieux remparts de paille contre le désert. Nous sommes dans la « Gueule du tigre » (*Lao Hu Kou*), une portion du désert de Tengger qui ronge la face est de Min Qin, cette oasis de 16 000 km<sup>2</sup> pour 260 000 âmes, au cœur de la province du Gansu, à 1 500 km de Pékin. C'est par ici que pénètrent les vents les plus violents capables de recouvrir en quelques heures des hectares de terres cultivables. Pressé par une

visite du président Hu Jintao en 2007, le gouvernement local s'active enfin pour freiner la désertification. Comment ? En fixant les sables au sol.

**De fait, toutes les méthodes possibles ont déjà été testées.** La « *toile d'araignée* », la « *marée de boudins en caoutchouc* », la « *pluie de cailloux* » amenés de la montagne, ou encore la « *couverture mexicaine* », une couche de produit chimique (!) qui alourdit le sable pour l'empêcher de s'envoler. Pour l'instant, c'est la méthode du « *paillage* » qui fait l'unanimité. Simple, rapide et peu onéreuse, elle consiste à dessiner des carrés avec des rangées de paille à moitié enfouie dans le sable. Durée de vie estimée :

trois ans. Un temps théoriquement suffisant pour permettre à la moitié des graines plantées au centre de germer et devenir des plantes robustes, capables de retenir le vent comme les sables. À Min Qin, cette tâche revient pour l'instant à une société privée, choisie par le gouvernement local pour recruter les paysans volontaires. Elle leur fournit pelles et ballots de paille en pagaille.

**Ce jour-là, seulement dix paysans sont à pied d'œuvre**, les autres préfèrent s'affairer à leurs récoltes. « *On se partage 80 yuans par mu* (1 mu = 667 m<sup>2</sup>) », grogne un fixeur de sable. C'est bien peu, comparé aux 420 yuans payés à l'entreprise. Malgré l'urgence, les paysans ne se bousculent pas pour aller affronter le désert. Ils ne croient qu'en l'agriculture pour assurer leur survie. Le revenu moyen à Min Qin est d'à peine 300 € par an.

**L'école abandonnée du village de Xi Qu a rouvert ses portes** pour son invité de marque. Les mains au-dessus du vieux poêle à charbon, le paysan Wei Sheng boit les paroles

### Promesses et chiffres

■ **Taux de CO<sub>2</sub>**. 25 % des émissions mondiales à cause des centrales à charbon.

■ **Protocole de Kyoto**. Par son statut de pays en voie de développement, la Chine n'a subi aucune contrainte quantitative sur ses émissions de gaz à effet de serre (GES).

■ **Position à Copenhague**. La Chine souhaite que les pays occidentaux payent le coût environnemental des usines dont la production leur est destinée. Elle s'est par ailleurs engagée à baisser son « intensité carbonique » de - 40 % à - 45 % d'ici à 2020.

de Li Ding, professeur de géographie de l'université de Lanzhou, la capitale du Gansu. Tête pensante du gouvernement local, le professeur Li tente de convaincre les paysans qui vivent à l'extrémité de l'oasis, aux portes des déserts de Tengger et Badain Jaran, d'abandonner leur fragile activité pour aller sur le front. « *Ce sont ces familles paumées qui ont le plus besoin de nos conseils. Ils n'ont pas les compétences pour*

*s'adapter à la désertification et on a absolument besoin d'eux pour devenir nos fixeurs de sable.* »

**Comme ses camarades, Wei Sheng a le visage brûlé par le soleil**, les lèvres limées par le sable et les dents rongées par la nicotine. Il fait partie des plus obstinés, de ceux qui, malgré les subventions publiques, refusent de quitter leur village désertifié à 95 %. Ils n'ont pas rejoint les maisonnettes d'écotouristes, des lotissements de briques alignés au bord de la grande route goudronnée qui traverse l'oasis du nord au sud. Ils n'ont pas suivi non plus les milliers de familles ayant poussé leur exil écologique jusqu'au Xinjiang ou en Mongolie intérieure. Xiao Zhang, le vice-directeur des affaires sociales de Min Qin, préfère la contrainte aux beaux discours. « *Ces paysans vont devoir réduire les terres qui leur sont allouées, soit 2,5 mu en 2010 contre 3 mu l'an dernier. Pour pallier leur manque à gagner, que l'on prévoit de 20 %, ils finiront par rejoindre les équipes de paillage. En retour, on leur offre les graines des plantes qui protégeront leurs terres.* »

►► Si ces paysans de Min Qin se trouvent face une telle situation, c'est d'abord en grande partie à cause des gaspillages. Depuis un demi-siècle, ils ont pompé sans compter dans les nappes phréatiques, sans se soucier des conséquences pour leur environnement. Pour accompagner le développement économique rapide de la province du Gansu, la quasi-totalité des 16000 km<sup>2</sup> de Min Qin ont été mis en culture, détruisant l'écosystème naturel et la végétation désertique. Et, petit à petit, les lacs aussi se sont vidés, jusqu'à disparaître totalement. Un phénomène accéléré par le réchauffement climatique à l'œuvre désormais aussi en Chine. Pékin répondant à ses propres tempêtes de sable en déclenchant... des pluies artificielles !

Alors, pour assouvir les besoins en eau des 260 000 paysans de Min Qin – 36000 ont fui l'oasis en dix ans –, il ne reste plus que l'immense réservoir de Hongyashan érigé en 1957 et alimenté grâce à la déviation du fleuve Shiyang. Soucieux d'alerter Pékin, un cadre du gouvernement local vient de pronostiquer l'épuisement de l'eau souterraine de Min Qin pour 2017 ! À nuancer selon le professeur Li. « Les



JORDAN POUILLE POUR LA VIE

paysans n'ont pas le choix : l'eau souterraine est sévèrement rationnée. » Dans les villages en bordure de désert comme Xi Qu, Wei Jie ou Shousheng, le robinet n'est tourné que 40 minutes tous les cinq jours, sous le contrôle de paysans missionnés par les autorités. Le niveau de l'eau baisse de 50 cm à 1 m selon les endroits et il faut désormais pomper à 300 m pour trouver de l'eau potable. Au centre de l'oasis, là où les terres sont relativement à l'abri, le gouver-

nement encourage l'agriculture. Il subventionne la culture en « chambre ensoleillée » : des serres protégées par des murets de terre. « Les terres sont moins grandes mais la productivité est bien meilleure car les plantes sont protégées du froid et mieux irriguées », raconte un paysan conquis. Cerise sur le gâteau, des routes toutes neuves, éclairées la nuit, permettent aux camions d'accéder aux précieuses récoltes de piments ou d'oignons.

Mais, au bout de l'oasis, l'eau d'irrigation empoisonne le bétail et les légumes des paysans comme l'irréductible Wei Sheng, car elle arrive du grand réservoir surchargé en silice. Seul le coton semble supporter ces terres alcalines qu'une frêle barrière d'arbres morts sépare de l'immensité du désert. Ces arbres font partie d'une « ceinture verte » de 330 km construite par l'État il y a cinq ans. C'est dans ces villages délaissés que le professeur Li apporte une aide concrète mais bien dérisoire. Grâce au soutien d'une ONG hongkongaise, il offre des moutons aux derniers paysans ou finance des citernes souterraines contre leur promesse de fixer les sables. ●

JORDAN POUILLE



ÉTATS-UNIS L'ancienne capitale automobile, minée par un chômage record, mise sur les arbres, les potagers et ... les voitures électriques.

## LA VILLE DE DETROIT ROULE POUR L'ÉCOLOGIE

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE À DETROIT

■ Il est 9 heures en ce samedi d'automne à Detroit. Au centre-ville, le soleil fait miroiter les vitres du gratte-ciel de General Motors, siège mondial du géant blessé de l'automobile. Non loin de là, une centaine de bénévoles équipés de pelles et de bèches se sont donné rendez-vous pour le troisième week-end d'affilée sur le parking d'un entrepôt désaffecté. Leur mission ? Planter 88 arbres dans la journée en bordure de Jefferson Avenue, l'une

### Promesses et chiffres

■ **Taux de CO<sub>2</sub>**. 20,2 % des émissions mondiales.

■ **Protocole de Kyoto**. Les États-Unis de Bush ont toujours refusé de le signer.

■ **Position à Copenhague**. Pour la première fois, les États-Unis vont se fixer un objectif national de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> pour 2020 qui devrait se situer entre 17 % et 20 % par rapport à 2005.

des principales artères de Detroit. « Bienvenue et merci pour votre mobilisation ! lance Paul Bairley, directeur du département de foresterie urbaine pour l'association The Greening of Detroit (« le verdissement de Detroit »). Tous ensemble, nous pouvons améliorer notre environnement. » Autour d'eux, le paysage urbain offre un spectacle de désolation. Routes défoncées. Usines désaffectées. Maisons abandonnées. Hôpitaux fermés. Églises barricadées.



CHRISTIAN BURKERT / VISUM / COSMOS

Dans les friches industrielles de Detroit, les jardins potagers fleurissent comme l'espoir d'une meilleure vie...

Cette ville dévastée par quarante ans d'exode de son industrie et de sa population a l'air d'avoir subi la guerre. Mais Lindsey Brown, une Afro-Américaine de 27 ans, n'a pas capitulé. Elle a emmené ses trois enfants de 11, 5 et 4 ans participer à cette séance de jardinage.

En 20 ans d'existence, The Greening of Detroit a planté plus de 60 000 arbres pour remédier aux carences de la municipalité, ruinée. Elle supervise également l'exploitation de 800 potagers à travers la ville, et dispense des programmes éducatifs verts pour les adultes et les enfants. Depuis quelque temps, les projets comme ceux-ci poussent comme des champignons. Il faut dire qu'avec une superficie de 360 km<sup>2</sup>, dont 40 % sont à l'abandon, la ville ne manque pas de terrains vagues à défricher. Elle avait été conçue pour 2 millions d'habitants.

Il en reste à peine 900 000 aujourd'hui. « Grâce à cette configuration unique, nous avons l'opportunité de créer un écosystème qui mêle ville et campagne », avance Rebecca Salminen, présidente de The Greening of Detroit.

Detroit, ville verte ? Pour beaucoup, l'affirmation est paradoxale. Capitale de l'industrie automobile, « Motor City », comme on l'appelle aux États-Unis, serait plutôt la championne nationale de la pollution. De larges

### « Les gens prennent conscience que l'écologie peut devenir un moteur de croissance »

portions de son sol sont souillées d'arsenic, de métaux lourds et de plomb, reliquats d'un siècle de production intensive. Son air est chargé de CO<sub>2</sub>. Sous la pression des « Big

Three », les trois grandes marques automobiles qui y ont élu domicile – General Motors, Ford et Chrysler –, elle ne s'est jamais dotée d'un métro, ni même d'un réseau ferroviaire. Son tramway a été démantelé dans les années 1960. Résultat : la voiture, comme moyen de transport, y règne encore en maître.

Mais les choses changent, affirme Ken Cockrel Jr, président du conseil municipal. « Les gens prennent conscience que l'écologie peut devenir un moteur de croissance », affirme-t-il. Les élus démocrates Jennifer Granholm et Dave Bing, respectivement gouverneur de l'État du Michigan et maire de Detroit, en sont également convaincus. À travers des programmes d'incitation fiscale et des subventions fédérales, ils redoublent d'efforts pour attirer à eux les producteurs d'énergies renouvelables. ►►

►► Même les constructeurs automobiles sont en train de virer leur cuti. « Sous l'effet conjugué de trois phénomènes – la hausse des prix du pétrole, l'effondrement de leurs parts de marché et les mesures prises par le gouvernement –, ils ont réalisé qu'il était temps de se mettre à la page », commente Paul Scott, directeur de Plug-in America, une association en faveur de la voiture électrique basée en Californie.



La Chevrolet Volt, berline hybride.

La course à la voiture propre est lancée. Mieux vaut tard que jamais. Formats plus compacts, moteurs moins gourmands, véhicules hybrides, tout électriques ou à hydrogène... De l'avis des experts, Ford serait certes loin derrière Toyota ou Nissan, mais en pointe des Big Three. À l'automne 2010, le constructeur sortira son premier véhicule tout électrique sous la forme d'un van utilitaire, le Transit Connect. « Chez Ford, nous sommes convaincus que le changement climatique est une réalité », déclare sans ambages Nancy Gioia, directrice de l'électrification globale pour le groupe. Nous avons compris notre impact, et nous allons prendre nos responsabilités. » Si ce n'est pas un mea-culpa intégral, cela y ressemble fort. Bien qu'ayant frôlé la mort en début d'année, General Motors (GM) n'est pas en reste. Dans un an tout juste, le

groupe lancera sa Chevrolet Volt, une des premières berlines hybrides à batteries rechargeables au monde. Un projet dans lequel il a investi plus de 1 milliard de dollars et qu'il qualifie de « révolutionnaire ». « À l'avenir, le respect de l'environnement fera partie intégrante de tous nos projets », promet Larry Litz, directeur exécutif de l'ingénierie hybride chez GM. À vrai dire, ce n'est pas un choix : en échange de ses 15 milliards de dollars d'aide gouvernementale, Barack Obama a demandé

au groupe de passer à la vitesse supérieure côté propreté. Reste Chrysler. Dépassé, le constructeur vient d'annoncer qu'il renonçait à ses projets électriques pour l'instant. Une décision que le partenaire de Fiat risque de payer cher car, à en croire les estimations des experts, le consommateur américain, encore abasourdi d'avoir vu les prix à la pompe plus que doubler au printemps 2008, est mûr pour le changement. Pour accélérer la transition, le gouvernement donnera 7 500 dollars de prime aux acheteurs de véhicules hybrides ou tout électriques. De quoi inciter à faire le pas.

« Motor City » n'a pas dit son dernier mot. Malgré ses 17 % de chômeurs – un record –, elle bénéficie de la plus grosse concentration d'ingénieurs automobiles et de travailleurs qualifiés. Preuve que le gouvernement d'Obama fait confiance à son savoir-faire, il a accordé 1 milliard de dollars à des entreprises du Michigan pour accélérer la fabrication de piles pour voitures. Et alors que, jusqu'à maintenant, la région de Detroit était connue sous le nom de « Rust Belt » (« ceinture de rouille »), le gouverneur a annoncé la couleur : « Nous allons devenir la ceinture verte ». ●

CLAIRE DERVILLE



ÉGYPTÉ Champions du recyclage, les anciens protégés de sœur Emmanuelle ont trouvé le moyen de produire une énergie propre.

## LES CHIFFONNIERS DU CAIRE SE CONVERTISSENT AU BIOGAZ

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE AU CAIRE

« Dieu est le plus grand recycleur d'ordures de tous les temps. Il nous accepte avec le péché quand on est sale, usé. Il nous nettoie et nous remet en état de fonctionnement », lance Thomas Culhane, la quarantaine, en arpentant les rues de Manchet Nasser, l'un des quartiers des chiffonniers (zabbalines, en arabe) de la capitale. Il salue au passage une jeune femme, au

visage radieux. Autour d'elle pourtant, des monticules de sacs d'ordures. Un par un, elle les ouvre et sépare tout ce qui peut être recyclé (papier, carton, plastique...) des déchets alimentaires. Assis à ses côtés, ses enfants l'aident, pieds nus dans les poubelles sous le regard de la Sainte Vierge, dont des représentations sont accrochées à chaque coin de rue. Sur

certaines façades, on trouve aussi des portraits de sœur Emmanuelle. La religieuse, décédée en octobre 2008, est l'idole de tout le quartier. Les habitants la considèrent comme leur « mère » ou, tout du moins, comme leur « protectrice ». Elle a contribué à améliorer considérablement les conditions de vie ici en construisant notamment une école et un hôpital. ►►



Adham le chiffonnier a installé des panneaux solaires sur son toit avec l'aide de Thomas et Hanna. Sa famille bénéficie ainsi d'eau chaude.



Hanna prépare du thé à l'aide du biogaz, fabriqué à partir de déchets ménagers.

PALLINE BELIGNES POUR LA VIE



Les chiffonniers du Caire, qui accueillent sœur Emmanuelle, jouent un grand rôle en triant des montagnes de déchets.

►► Porté par l'action de la religieuse, Thomas Culhane, urbaniste américain et passionné d'écologie, a souhaité aller plus loin en développant dans ce quartier très populaire, où le salaire moyen est de 25 € par mois, l'énergie solaire et, surtout, la cuisine au biogaz : « *Il y a ici un fort potentiel que tout le monde néglige* », constate Thomas, qui fait de fréquents allers-retours entre les États-Unis et l'Égypte pour mener à bien son projet. Sac de randonneur vissé au dos et démarche assurée, Thomas fait penser à un professeur « Foldingue » de l'environnement. Le voilà qui s'engouffre dans un grand immeuble et en gravit les marches quatre à quatre. Direction le toit, où se trouvent les trois panneaux solaires et l'étonnant engin à biogaz qu'il a conçu. À ses côtés, l'un des propriétaires du lieu, Hanna, un chiffonnier de 26 ans, qui accompagne l'urbaniste depuis un an.

**La vue depuis le toit est obstruée par une étrange brume grise.** La capitale égyptienne serait, selon l'Onu, l'une des villes les plus polluées d'Afrique. Et la préservation de l'environnement

### Promesses et chiffres

- **Taux de CO<sub>2</sub>.** 0,6 % des émissions mondiales, surtout à cause des transports.
- **Protocole de Kyoto.** Par son statut de pays en voie de développement, l'Égypte n'a subi aucune contrainte sur ses émissions de gaz à effet de serre.
- **Position à Copenhague.** Le pays propose de produire 20 % de son énergie à partir de sources renouvelables d'ici à 2020 en développant l'énergie éolienne et en faisant la chasse aux vieux véhicules.

est loin d'être une priorité pour le gouvernement. Les climatiseurs tournent toute l'année, tout comme les moteurs de guimbarde. Quant au soleil, qui brille 340 jours par an, aucune structure n'a été créée pour transformer cette ressource en énergie. Le thermomètre affiche 30 °C. Alors que la plupart des Cairotes attendent la fraîcheur, Thomas et Hanna, eux, sont contents. « *Plus il y a du soleil, plus la production de gaz est intense.* » Inventé en Inde, où Thomas s'est rendu afin d'en apprendre la technique,

l'engin consiste en un fût hermétique où a été déposé du fumier puis, jour après jour, des déchets organiques. « *Après, c'est le même fonctionnement que l'estomac d'une vache : les bactéries, à l'intérieur, dévorent les déchets et libèrent du méthane et du CO<sub>2</sub>.* » Le gaz sort ensuite du fût par un tuyau qui court jusqu'à la cuisine d'Hanna, quinze mètres plus bas. Une fois brûlé, il perd alors toute sa toxicité. Deux kilos de déchets alimentaires suffisent à produire deux heures de gaz, totalement bio.

**L'idée du biogaz est venue à Thomas en visionnant le film *Mad Max : au-delà du dôme du tonnerre* (1985), avec Mel Gibson et Tina Turner.** Après une guerre nucléaire, le héros se retrouve dans une ville futuriste où l'électricité et la chaleur sont produites à partir de fumier de porc. Notre passionné d'écologie et sa femme, Sybille, pensent alors aux milliers de cochons utilisés par leurs amis chiffonniers au Caire pour se débarrasser des déchets organiques. Mais, coup de théâtre, quelques mois après le début du projet, le gouvernement égyptien décide, en

pleine psychose de la grippe porcine, d'abattre tous les cochons du pays ! C'est alors que, paradoxalement, le projet du couple prend tout son sens : « *Le biogaz allait pouvoir permettre aux zabbalines d'évacuer les ordures ménagères qui s'accumulaient.* »

**Cinq familles font leur cuisine au biogaz et une vingtaine sont équipées de panneaux solaires.** « *Notre but n'est pas d'installer ces nouvelles technologies à la va-vite. Nous avons un pacte avec chaque famille intéressée : Nous payons les matériaux mais, en échange, elles construisent le biogaz avec nous.* »

*Nous voulons que les familles s'approprient cette technologie, qu'elles connaissent impeccablement le fonctionnement du fût qui contient le biogaz, pour pouvoir l'entretenir elles-mêmes et l'installer ailleurs* », explique Thomas Culhane, alors que Sabah, la femme d'Hanna, prépare du thé au biogaz et constate que l'arrivée de ce drôle d'engin a eu un impact positif sur... le portefeuille de la famille.

**Le gouvernement égyptien commence à s'intéresser à l'initiative de Thomas et Sybille.** « *Les autorités émettent beaucoup de doutes sur notre projet*

*à cause de la population à laquelle nous nous adressons* », explique Thomas Culhane. Peut-on donc imaginer l'arrivée de la cuisine au biogaz dans les quartiers chics ? « *Non*, réplique Hanna. *Les riches ne veulent pas encombrer leur toit d'une machine qui n'est pas très esthétique.* » Leur soutien vient du magazine *National Geographic*. Une reconnaissance d'autant plus grande pour Thomas que lui et son association, Solar Cities, n'ont jamais eu à déposer de dossier : « *Ils sont venus nous chercher. C'est la preuve que nous pouvons réussir.* » ●

MARION TOUBOUL



**DANEMARK** En pariant sur les énergies renouvelables, cette île de 4 000 habitants a réduit son empreinte écologique de 140 %.

## SUR L'ÎLE DE SAMSOE L'ÉNERGIE EST DANS LE VENT

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE AU DANEMARK

Un étonnant comité d'accueil attend le visiteur à Samsø. Avant d'accoster, le ferry qui relie la ville de Kalundborg, au sud-ouest de Copenhague, à ce petit bout de terre de 27 kilomètres de long situé à l'est du Jutland dans la mer de Kattegat, contourne dix éoliennes installées en mer. Le bal synchronisé de leurs hélices produit assez d'électricité pour compenser l'énergie fossile utilisée aussi bien pour les transports sur l'île que pour les ferries. Au loin, sur la terre ferme, se profile une autre poignée de ces échassiers modernes : 11 au total, qui subviennent à l'intégralité des besoins en électricité des habitants. Sans tambours ni trompettes, Samsø a ainsi réduit de 140 % ses rejets de gaz carbonique par rapport à 1997 et peut se targuer de produire assez d'électricité verte pour subvenir à ses propres besoins, et même en exporter sur le continent.

**Une vitrine idéale pour le Danemark,** qui accueille du 7 au 18 décembre le Sommet mondial sur le climat. En témoigne le flux croissant de

### Promesses et chiffres

- **Taux de CO<sub>2</sub>.** Chaque Danois émettait 10,6 tonnes de dioxyde de carbone par an en 2006, selon les dernières données d'Eurostat. Le pays se situe donc au-dessus de la moyenne européenne de 8,6 t/hab.
- **Protocole de Kyoto.** Le pays s'était engagé à réduire de 21 % par rapport à 1990 ses émissions de gaz à effet de serre avant fin 2012. La baisse a déjà atteint 16 %.
- **Position à Copenhague.** Tout en s'inscrivant dans les engagements de l'ensemble de ses partenaires européens, le gouvernement danois souhaite porter de 19 à 30 % la part d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique nationale globale en 2025.

journalistes, qui a succédé aux touristes et aux étudiants venus durant l'été cueillir les fraises et les pommes de terre de Samsø pour se faire un peu d'argent de poche. Ce va-et-vient est le seul bruit issu du brouhaha médiatique lié au Sommet de Copenhague qui parvient aux oreilles des habitants de l'île, écartelés entre la fierté d'être

portés au rang de symbole d'une révolution verte à laquelle tout le monde aspire et la lassitude de devoir répondre à la même question : « *Comment ont-ils donc fait ???* » Le consensus environnemental qui règne au sein de cette terre d'agriculteurs traditionnellement peu ouverts au changement a de quoi étonner. Loin de se plaindre de leurs nuisances sonores, Jorgen Tranberg, fier propriétaire de 150 vaches laitières et d'une éolienne de 1 mégawatt, assure que « *les maisons les plus proches sont installées à 500 m, le vent et le mouvement des feuilles dans les arbres font plus de bruit.* » « *C'est une bonne affaire* », conclut ce solide fermier blond au regard azur.

**L'argument financier constitue bel et bien le nerf du changement !** Quand le projet de Samsø est sélectionné par l'État danois en 1997 pour expérimenter la possibilité d'assurer l'indépendance énergétique de l'île grâce à des technologies vertes existantes, l'économie locale est mal en point. « *Dans les années 1960, on comptait 8 000 habitants, nous ne sommes plus que 4 100,*



**L'île de Samsøe produit assez d'électricité verte pour subvenir à ses propres besoins, et peut même en exporter...**

►► *avec une proportion importante de personnes âgées car les jeunes quittent l'île vers 16 ans pour achever leurs études et la plupart ne reviennent que pour leur retraite* », rappelle Soren Hermansen, directeur de l'Académie de l'énergie, ONG abritant l'équipe pivot de la transformation de Samsøe. L'activité agricole n'a cessé de baisser, la production annuelle de porcs passant de 60 000 en 1995 à 40 000. Les fermiers, sans lesquels rien ne peut se décider, comprennent tout de suite l'intérêt vital qu'ils peuvent tirer du projet : « *Leur île avait assuré l'alimentation des personnes pendant des années, elle pourrait désormais satisfaire leurs besoins en énergie* », résume Soren Hermansen. Une cinquantaine d'agriculteurs fait alors acte de candidature pour acquérir une éolienne... pour onze licences délivrées ! Il faut dire que le gouvernement danois leur assure un prix minimum pour l'électricité produite et facilite l'octroi de prêts par les banques en apportant sa garantie. Au total, l'investissement de départ se révèle donc indolore.

**Le même argument financier a été utilisé pour promouvoir un système de chauffage urbain propre.** En remontant vers la ville de Nordby, dans le nord de l'île, un hangar de taille moyenne perdu au milieu des champs abrite un énorme four à bois. Avec les 2500 m<sup>2</sup> de panneaux solaires adjacents gardés par une dizaine de moutons avides des herbes qui pourraient faire rempart au soleil, ce dispositif assure le chauffage de deux villages voisins.

Trois autres centres sont construits sur le même modèle, mais ils ont pour source de combustion la paille des fermiers. Au total, ces installations chauffent 60 % des habitations de Samsøe. Mieux, elles offrent des revenus supplémentaires pour les fermiers qui fournissent la paille et le bois.

**L'adhésion des agriculteurs gagnée, le reste de la population a suivi,** avec un œil aussi intéressé sur son porte-monnaie compte tenu des avantages fiscaux offerts par le gouvernement danois : « *Pour les 40 % de foyers qui ne*

**« L'indépendance assise sur une production locale, il n'y a que cela de vrai ! »**

*sont pas couverts par un système de chauffage collectif, nos équipes ont proposé des audits énergétiques gratuits chiffrant les gains financiers liés à l'installation de systèmes verts. Chacun a pu choisir la solution qui lui convenait. Encore une fois, il fallait pour que cela marche que les gens s'approprient le projet, il n'était donc pas question d'imposer quoi que ce soit »,* souligne Soren Hermansen. 85 % du chauffage des habitations est désormais assuré par une technologie propre et un quart environ des habitants de Samsøe détient une participation dans le capital des éoliennes. Petit à petit, l'argument financier s'efface au profit d'une conviction nouvelle très largement partagée. « *C'est agréable de penser qu'on agit en faveur de l'environnement* », observe

Erick Koch Andersen. Cet agriculteur sexagénaire spécialisé dans l'élevage bio d'une race rare de vache danoise rouge n'avait pas besoin d'être convaincu. « *L'indépendance assise sur une production locale, il n'y a que cela de vrai !* », explique-t-il. Ses panneaux solaires et son four à bois couvrent ses besoins en chauffage tandis que l'huile de ses champs de colza alimente le moteur de son tracteur ! Mais il ne fait plus figure d'exception. Dorte, propriétaire avec son mari Hans-Peter et leurs trois grands enfants d'une étonnante maison ronde construite à base de paille et de terre et chauffée à l'aide d'un four à bois, sont le signe le plus évident de cette tranquille évolution « *écologique* ». « *Il faut revenir aux choses les plus simples et les moins coûteuses* », résume Dorte. Une idée qui fait même son chemin parmi les fermiers aux méthodes les plus industrielles comme Jorgen Tranberg, qui s'inquiète ouvertement de l'avenir. « *La question est maintenant de savoir comment consommer moins d'énergie car, malgré les progrès dans la production d'énergie, nous en consommons toujours autant* », déclare-t-il.

**Ultime signe de cette révolution tranquille : une nouvelle majorité** vient d'être élue à la tête de Samsøe. Le principal parti conservateur dirigé par les fermiers a laissé la place à une coalition libérale ouverte à des listes de sociaux-démocrates et de progressistes désireux d'accélérer le verdissement de leur île. ●

NINON RENAUD